



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles, le 4 mai 2022

La présidente du Parlement européen Mme Roberta Metsola vient de s'exprimer sur l'avortement dans le cadre d'une interview politique sur une radio française (mardi 3 mai *L'Invité de RTL* à 7H45). (1)

Ces propos choquent des citoyens de tous les pays européens, notamment ceux qui se mobilisent pour protéger les êtres humains les plus jeunes, depuis *l'Initiative Citoyenne Européenne ONE OF US*. Avec plus de 1,7 million de citoyens signataires, ONE OF US est l'Initiative citoyenne Européenne la plus importante, la plus belle réussite de cet outil de démocratie participative instauré par un traité de l'UE.

C'est pourquoi des responsables de ONE OF US réagissent, à l'approche du 7 mai 2022, date de la grande convention qu'ils organisent à Bruxelles : « Pour notre avenir : une Europe fidèle à la dignité humaine ». Cet évènement est le point d'orgue de la récente implication de ONE OF US dans la Conférence pour l'avenir de l'Europe dont les conclusions politiques seront présentées le 9 mai. La voix de ONE OF US ne peut plus être ignorée puisque la démocratie participative est devenue une priorité de la construction de l'UE.



**Jaime Mayor Oreja**, président de la fédération ONE OF US annonce aux responsables des institutions de l'UE : « des millions de citoyens de tous les pays européens vont se mobiliser parce que nous ne nous résignons pas à l'injustice profonde de faire de l'avortement un droit, et encore moins qu'il fasse partie de la charte des droits fondamentaux de l'Europe. »



**Jeanne**, jeune porte-parole de ONE OF US, renforce cette annonce : « la nouvelle génération de citoyens de l'UE ne laissera pas imposer un agenda pro avortement qui tue, fait souffrir et tente d'étouffer la conscience. La promesse d'une Europe humaine ? Nous adhérons mais nous voulons une Europe vraiment humaine, pas une liste de droits individuels qui transpire l'idéologie faussement libératrice mais réellement destructrice. Samedi prochain le 7 mai à Bruxelles notre génération va prendre la parole au cours de la convention » Pour notre avenir : une Europe fidèle à la dignité humaine ». Cet événement sera l'occasion de lancer un message de soutien et de remerciement à la Pologne, pays leader pour protéger la vie humaine vulnérable en Europe. »

**Marina Cassini**, présidente du *Mouvement italien pour la vie* (membre de la fédération ONE OF US) complète : « Les jeunes ont soif d'engagement politique visant à protéger les femmes et les enfants à naître du drame de l'avortement. Le droit le plus fondamental est en jeu : le droit de naître ; la sérénité des femmes est aussi en jeu. L'avortement est une défaite pour les femmes, pas un droit. Les femmes doivent lutter pour la reconnaissance de leurs droits sans piétiner les droits de leurs plus jeunes enfants, ceux qui vivent et grandissent dans le ventre de leur mère. Reconnaître le droit à la vie dès la conception, c'est affirmer toujours plus le principe d'égalité, pierre angulaire de la modernité. Se ranger du côté des enfants à naître et de leurs mères pour accompagner les femmes en cas de grossesse difficile ou inattendue ne relève pas de la religion ou de la seule opinion des individus : c'est la réalisation d'un principe fondamental de civilisation et de progrès vers l'égalité, la justice, la paix et la démocratie. Nous sommes au cœur de la laïcité. L'UE qui considère l'avortement comme un droit est une Europe qui détruit les droits de l'homme. »

**Tonio Borg** (Malte), membre exécutif de la fédération ONE OF US et ancien commissaire à la santé de l'UE, précise le plan juridique : « Avec ONE OF US nous affirmons que les droits des femmes sont importants dans le système démocratique. Aucune discrimination fondée sur le sexe ne devrait être autorisée. Cependant, il n'existe aucun instrument juridique international qui reconnaisse un droit fondamental à l'avortement. En effet, ni la Cour européenne des droits de l'homme ni la Cour européenne de justice n'ont jamais reconnu un tel droit. Par conséquent, lorsqu'on se réfère aux droits des femmes, on ne peut pas inclure un droit qui n'est pas universellement reconnu comme un droit fondamental des femmes, pour la simple raison que les droits de l'enfant à naître sont tout aussi importants. C'est pourquoi ONE OF US mobilise des millions d'Européens pour montrer que nous ne sommes pas prêts à accepter la profonde injustice de considérer l'avortement comme un droit humain paneuropéen, en violation des principes de subsidiarité, et encore moins pour qu'il puisse être inclus dans le cadre de l'U.E. Charte des droits fondamentaux. »

---

(1) EXTRAITS



En réponse à la question d'Alba Ventura : « les femmes ukrainiennes se heurtent à la loi polonaise anti-avortement, qu'est-ce que vous pouvez faire pour elles ? » Mme Metsola indique : « les droits des femmes doivent être protégés en Pologne il y a des droits qui ne sont plus protégés et le Parlement a dit que c'est inacceptable. »

Une autre question porte sur l'actualité aux Etats-Unis en cours de révision d'un arrêt historique de la Cour Suprême sur l'avortement. A ce sujet Mme Metsola précise : « ça va aussi être un sujet au sein de la commission des femmes ; c'est un sujet de discussion aux Etats-Unis mais en Europe c'est sans discussion. »